

Edition française

Rédaction et administration :
Ernest Peytrequin, 4, rue de
la Louve, Lausanne (Suisse),
et Evian-les-Bains (France).

Nous autorisons la reproduction
de toutes nos études.

La Voix de l'Humanité

Parait tous les samedis

ABONNEMENTS :
France et Suisse, 3 fr. par
an. Autres pays, 5 fr. par an
(avec l'édition allemande,
1 fr. par an en plus).

Le numéro :
5 centimes.

Arbitrage ou guerre

Un problème de demain

Les gouvernements des pays belligérants ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils mèneraient la guerre jusqu'au jour où le succès des armes leur donnerait des garanties contre une nouvelle rupture de la paix à leur détriment. En attendant ce succès, ils versent le sang de centaines de milliers de leurs citoyens et la victoire, malgré tout, reste indécise.

Ce fait que tous se battent pour obtenir le prix d'une paix durable — ou, du moins, prétendent le faire — nous a suggéré l'idée qu'il serait peut-être possible de garantir cette paix durable, que tout le monde paraît désirer, par une autre méthode qui ne nécessiterait plus la mort d'un autre million de combattants et la perte d'autres 50 milliards de francs. Afin d'élucider l'opinion des milieux compétents sur cette méthode, nous avons adressé la question suivante à soixante personnalités des pays belligérants et neutres.

« Etes-vous d'avis qu'on insère dans le traité de paix qui terminera cette guerre une clause arbitrale relative à tous les conflits qui pourraient surgir de par l'interprétation du dit traité ou pour tout autre motif ? »

Nous adressons cette même question à nos lecteurs et serons heureux de publier, dans les limites de l'espace dont nous disposons, les réponses qu'ils voudront bien nous faire parvenir.

Nous commencerons dès le prochain numéro la publication de ces diverses réponses.

Il nous a toutefois paru utile de préparer l'analyse de cette question spéciale par un examen plus général des possibilités de l'arbitrage entre les peuples. Nous avons trouvé des indications précises, à cet égard, dans une enquête sur « Le rôle de la violence dans les conflits de la vie moderne », publiée dans la « Bibliothèque des Documents du Progrès », et nous avons cité, dans notre dernier numéro, des passages caractéristiques, choisis dans les réponses de M. Charles Richet, du Dr Wilh. Ostwald (Leipzig), du Dr Sakunoshin Motoda (Tokio), du Dr Michael Mayr (Innsbruck), de M. Wilh. Börner (Vienne), de M. Julius v. Pilgk-Hartung (Berlin), de Sir Thomas Barclay, de M. Karl v. Amira (Munich), de MM. Pierre Baudin, ancien ministre, Otto Umfrid (Stuttgart), du Dr Auguste Förel, de MM. Georges Yvetot, Paul Marguerite, Edmund Fischer, membre du Reichstag allemand, Frédéric Gould (Londres), Heinz Potthof (Düsseldorf), A. Keufer. Nous terminons ci-après les citations de ces appréciations, mais nous tenons à faire remarquer, comme nous l'avons fait la dernière semaine, que ces thèses ont été écrites avant le commencement de la guerre. Elles ont donc l'avantage de n'être pas entachées par les passions de la lutte ; mais il faut remarquer, d'un autre côté, que plusieurs auteurs s'exprimeraient d'une manière différente aujourd'hui.

Réponse de M. F. Buisson,

Président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Toute association humaine qui dure est une école de justice : elle est en quelque sorte obligée d'engendrer la justice. Ni guerre, ni révolution, ni grève n'a une issue favorable sans une forte organisation. Et nulle organisation n'est possible sans une discipline à la fois forte et sup-

portable. Une telle discipline, c'est un régime d'équité. Arbitrage international, gouvernement par le suffrage universel, système de contrats collectifs avec sanctions garanties par la société, ce sont les trois modes de résistance à l'oppression qui se substitueront à GUERRE, REVOLUTION, GREVE. Formes modernes ou plutôt formes en préparation encore embryonnaires mais déjà assez entrevues pour qu'on en devine les linéaments principaux et pour qu'on en affirme la supériorité sur les mécanismes antérieurs de défense collective des droits et des intérêts par la force seule.

Réponse du docteur Julius Ofner,

membre du Reichsrath autrichien.

La guerre, la révolution et la grève générale ne sont admissibles que comme suprêmes moyens de légitime défense, lorsque, ainsi que le disait Schiller, « l'opprimé ne peut nulle part trouver justice ». En pareil cas, elles sont justifiées. L'esclave a le droit et le devoir de s'affranchir. La dignité humaine est le plus grand des biens. Mais ces moyens extrêmes sont toujours accompagnés de terribles malheurs, de sang et de larmes. Il faut donc en prévenir l'emploi dans la mesure du possible.

Pour les prévenir, il faut des cours d'arbitrage, des tribunaux de conciliation et, dans l'Etat, des libertés constitutionnelles, afin que l'individu ou le peuple lésé dans ses droits puisse faire entendre sa plainte et soit sûr que celle-ci sera examinée impartialement. Les tentatives faites en ce sens sont encore insuffisantes ; mais elles ont du moins montré que le problème n'est pas impossible à résoudre. Il est digne en tout cas des efforts de tous les nobles esprits, et ceux-ci ne doivent pas se laisser effrayer par ce fait que l'histoire nous montre que, jusqu'ici, les détenteurs de la puissance et des privilèges, bien loin de se rendre aux arguments de la raison et de l'équité, n'ont jamais cédé que devant la violence.

Réponse de M. Charles Beauquier,

député du Doubs,

Vice-président de la Société française pour l'arbitrage entre nations.

Il faut reconnaître que, dans la situation actuelle des Etats vis-à-vis les uns des autres, l'emploi de la force peut parfois se justifier. Pour rendre toute guerre moralement impossible, il faudrait que les sociétés humaines fussent un jour organisées selon la justice et la liberté ; il faudrait commencer par faire disparaître toutes les iniquités, toutes les tyrannies dont certains peuples ont été victimes et qu'ils subissent encore.

En posant comme un principe absolu que les nations doivent être maîtresses de leurs destinées et du choix de leur gouvernement, il faudrait, en premier lieu, qu'elles fussent mises à même de faire ce choix.

C'est alors seulement, une fois ce choix fait, lorsqu'il n'y aurait plus ni oppresseurs, ni opprimés, qu'il pourrait être sérieusement question de supprimer les guerres. Chaque nation n'ayant plus à protester contre un état de choses contraire à sa volonté, il n'y aurait plus qu'à maintenir entre les peuples l'ordre établi.

A partir de ce moment seulement, tout différend qui surgirait entre les nations devrait et pourrait être résolu par des voies légales.

Jusqu'à ce que cet idéal soit réalisé (et le sera-t-il jamais ?), — jusqu'à ce que, par exemple, l'Alsace et la Lorraine aient été rendues à la

France, la Finlande et la Pologne libérées de la domination russe, les Slaves libérés de l'Autriche et de la Turquie, etc., etc., — un peuple opprimé aura le droit d'employer la force pour se délivrer de son oppresseur.

Réponse de Mme Alexandra David,

orientaliste.

Les tribunaux d'arbitrage peuvent déjà rendre quelques menus services à la cause de la paix ; mais il faut, surtout, voir en eux une indication pour l'avenir, alors que la mentalité plus évoluée des peuples leur permettra d'adopter pour le règlement des différends entre les collectivités le système déjà en usage pour celui des différends entre particuliers. Toutefois, il n'y a pas à attendre d'eux la suppression de la guerre, que celle-ci continuera à être admise par les belligérants et qu'elles conserveront l'arrière-pensée de recourir au besoin.

Le développement du pacifisme est, entièrement, une question d'éducation.

Comprendre la puérité et le danger du culte inconscient voué à des mots creux, des sentiments non fondés sur des bases positives, — analyser l'anachronisme des vieux instincts bestiaux renouvelant en nous le geste du fauve ou de l'homme des cavernes, — savoir que le groupement social est fait pour l'homme et non l'homme pour le groupement social, que dans la balance des échanges qu'ils font, des sacrifices demandés au citoyen, le plateau doit toujours, finalement, pencher en faveur de celui-ci, — savoir, de même, que l'individu, aussi bien que l'humanité en général, au degré d'évolution qu'ils ont atteint, progressent par des emprunts mutuels et une collaboration dépassant de beaucoup les limites artificielles des frontières politiques, — comprendre, non point d'une façon purement sentimentale, mais par des déductions raisonnées, que cette recherche dissimulée sous tant d'autres et si souvent faussée, la recherche du bien-être et du bonheur qui est le but unique de tout être, ne peut s'exercer d'une manière sûre que dans la paix et par la solidarité : voici le programme et voici la science que les pacifistes ont à faire prévaloir parmi la jeunesse.

Réponse de M. Lino Ferriani,

ancien procureur général de Rome.

Pas de violence, sous n'importe quelle forme, car ce serait un reste de barbarie médiévale.

Le grand instrument de régénération sociale doit être l'EDUCATION.

Les conflits publics entre différents peuples doivent être résolus par l'arbitrage international ; les conflits privés doivent être tranchés par les jurys d'honneur ; les conflits entre le capital et le travail doivent être aplanis par des tribunaux d'arbitrage composés de citoyens cultivés, pris dans toutes les classes de la population, et ayant des idées pacifiques et démocratiques.

Réponse du docteur Scié-Ton-Fa,

préfet (hors cadre) de Nankin.

Oui, tout au fond de mon cœur, je suis l'ennemi de la violence, sous quelque forme que ce soit. Mais, hélas ! il faudrait vivre à l'âge de justice absolue ! Nous y acheminons-nous seulement ?

Je parle en Asiatique, de plus en qualité de Chinois, et nul n'ignore jusqu'à quel point nous, Chinois, avons la conception du pacifisme et de

M. Léopold Katscher

Wabern bei Bern
Gurtenspiegel

30 XI 14 VII

l'arbitrage. Nous aspirons tous à une solidarité humanitaire. Mais l'humanité elle-même ne nous en donne pas le droit ! Il faudrait pour cela supprimer les haines, les ambitions, les jalousies ! — Nous devons donc continuer à cultiver (intensivement même) la notion de force pour inspirer le respect de la part des autres, car nous voulons conserver notre honneur et lutter pour notre liberté. Seuls (l'histoire et l'expérience ne nous l'ont malheureusement que trop appris), les hommes et les peuples forts peuvent prétendre à l'indépendance qui assure la dignité.

Le mouvement ouvrier international et la guerre

Dans ces dernières années, les partis socialistes et les organisations syndicales des divers pays européens se faisaient forts d'empêcher une guerre d'éclater. M. Georges Yvetot, de la Confédération générale du travail (1), en a bien exprimé l'espoir, répandu dans de vastes milieux prolétaires, en préconisant la thèse que les ouvriers syndiqués répondraient à une déclaration de guerre et à l'ordre de mobilisation par l'insurrection. Il a ajouté même que cette idée, à son avis, marcherait aussi en Allemagne, et que, si quelqu'un mérite le prix Nobel, c'est le militant syndicaliste révolutionnaire antimilitariste et antipatriote, qui impose la paix aux gouvernements en les menaçant de la révolution. Des propositions, plus ou moins orientées dans ce sens, ont trouvé de fortes majorités dans tous les congrès français socialistes et syndicalistes de ces dernières années, y compris le congrès national du parti socialiste, qui s'est tenu à Paris le 14 juillet 1914. Ces mêmes propositions ont trouvé, sinon la majorité, tout de même un grand nombre de voix, dans les congrès internationaux de la classe ouvrière.

Tout le monde sait que la conflagration actuelle a démenti toutes ces intentions et tous ces espoirs, d'une manière catégorique. On a rarement vu, dans l'histoire, des plans — mûrement réfléchis pendant de longues années — échouer aussi complètement au jour prévu de l'échéance, être abandonnés et désavoués aussi péremptoirement par ceux qui en avaient été les apôtres passés pendant si longtemps.

Le parti socialiste au Reichstag allemand (à l'exception de 14 membres de son aile radicale) a voté les crédits militaires demandés par le gouvernement impérial pour la guerre à faire. Aucune tentative n'a été faite en Allemagne pour empêcher la concentration de toutes les forces nationales pour la lutte contre les autres nations.

Le parti socialiste d'Allemagne a pu avancer à juste titre qu'il avait toujours, dans les congrès internationaux, présenté la thèse qu'une lutte contre la mobilisation serait impossible en Allemagne, vu la fermeté de l'autorité impériale. Mais ce parti avait tout de même promis, en toutes occasions, qu'il emploierait tous les moyens légaux et toute son influence parlementaire en faveur du maintien de la paix. Le parti a gardé son point de vue jusque dans les meetings contre la guerre qu'il convoqua aux derniers jours de juillet dans toutes les grandes villes de l'empire.

L'auteur de ces lignes, de passage à Cologne le 27 juillet, a pu assister à un de ces meetings réunissant plusieurs milliers d'ouvriers dans une démonstration enthousiaste... Mais, cinq jours plus tard, les délégués de ce même prolétariat socialiste d'Allemagne ont voté les crédits militaires et, peu après, un des chefs du parti, M. Frank, s'enrôla comme volontaire dans l'armée.

En France, aucune tentative n'a été faite pour mettre à exécution les plans insurrectionnels de la

(1) Voir, dans notre dernier numéro, la citation d'un article écrit par lui en 1912.

Confédération générale du travail. Le parti socialiste a voté également les crédits militaires et deux de ses membres font partie actuellement du gouvernement français qui préside aux efforts militaires de la nation. M. Gustave Hervé, directeur d'un des organes du parti, prêche la guerre à outrance.

Seule parmi les grandes nations avancées, l'Angleterre a vu un spectacle différent. Le parti ouvrier, particulièrement son aile socialiste, ont voté contre la guerre. Cette dernière persévère dans son attitude à ce jour ; mais la majorité du parti ouvrier s'est résignée et a mis ses forces de propagande à la disposition du gouvernement et de ses besoins de recrutement.

Le parti socialiste d'Autriche a protesté contre la guerre serbe, mais s'est solidarisé avec le gouvernement pour la guerre contre la Russie et a apporté même quelques griefs à lui (lutte « contre le tsarisme oppresseur ») pour surchauffer encore les passions guerrières des masses (1).

Un observateur superficiel pourrait conclure de cette discordante criante entre la théorie socialiste en temps de paix et sa pratique en temps de guerre, entre les menaces hautement criées et la banqueroute absolue de leur exécution, entre la proclamation d'une grande mission historique et son désaveu complet au jour de l'échéance, que le mouvement socialiste international n'était composé que d'hypocrites effrontés et de lâches brailleurs.

* * *

Et, pourtant, nous avons connu tous ces militants de France et d'Allemagne, d'Angleterre et d'Autriche ; nous savons que c'étaient de braves gens, absolument sincères, nous sommes convaincus qu'ils croyaient autrefois en la justice de leur cause et qu'ils croient aujourd'hui agir conformément à leurs principes.

Un examen impartial des données psychologiques d'une guerre moderne apporte la solution de cette antithèse apparente.

La déclaration de la guerre, à notre époque de service obligatoire, jette de l'excitation dans toutes les demeures prolétaires. Les hommes valides partent pour un destin sanglant, les femmes pleurent, la famille est menacée par le chômage et la misère. C'est un grand cataclysme. A qui la faute ?... A l'étranger, qui a attaqué la chère patrie (2). En Angleterre, exemple du service obligatoire et plus éloignée des premiers champs de bataille, on a su garder aussi un peu plus de sang-froid dans les milieux ouvriers.

La même secousse dans la vie publique ; toutes les forces sont concentrées momentanément contre l'invasion étrangère, qui paraît éminente. « Toute dissension ferait le jeu des hordes (cosaques ou uhlans, d'après le cas) qui n'attendent que l'occasion propice pour ravager un pays livré par la discorde intérieure. »

« Ce n'est pas l'heure des vieux principes, ni des idées de parti, ni des illusions généreuses : la Patrie est en danger, défendons-la ! » Personne ne doute de ces thèses de l'heure.

On ne se pose même pas la question, si ce n'est pas, malgré tout, l'heure tragique de laquelle on avait parlé toujours, l'heure des résolutions viriles qu'on avait chantées. Personne ne pense à une action concordante des deux côtés de la frontière franco-allemande qui paralyserait la guerre, sans préjudicier les intérêts d'une des deux nations au profit des desseins hostiles de l'autre.

D'ailleurs, le temps manquerait pour une entente et ceux qui la proposeraient seraient considérés par les cours martiales comme traitres et fusillés... Et l'opinion publique approuverait les

(1) Nous ne parlons pas ici des socialistes belges, puisque la résistance contre l'invasion étrangère de ce pays neutre se présente sous un jour particulier.

(2) C'est au moins la réponse que tous les gouvernements du continent ont su suggérer à leurs sujets.

sentences... Personne n'y pense, d'ailleurs ; on part pour la frontière menacée.

L'auteur de ces lignes a prêté toujours que cela arriverait exactement de cette manière, il a affirmé que le prolétariat se couvrirait de gloire en préservant la paix de l'Europe, mais que toutes ses menaces de grève générale et d'insurrection étaient vaines, parce que n'escomptant pas la transformation des conditions psychologiques au moment de la déclaration de guerre...

L'histoire du mouvement ouvrier offre un problème parallèle qui aurait pu instruire les optimistes. Lorsqu'une grève a éclaté, il est trop tard pour instituer un tribunal arbitral. Les passions de la lutte débordent et personne ne se soumettrait à un jugement arbitral qui ferait appel aux instincts de sagesse. Il n'a de chances d'être écouté qu'après une lutte épuisante qui diminue l'essor de la passion, ou bien avant le commencement de la lutte, avant l'écllosion des fanatismes.

Ou mieux encore : Les comités de salaires d'Australie qui règlent les conditions du travail d'un commun accord entre patrons et ouvriers et empêchent les litiges de surgir, les menaces de grève de se manifester, sont un moyen encore beaucoup plus sûr, pour maintenir la paix industrielle, que les tribunaux d'arbitrage qui laissent surgir un conflit pour s'appliquer ensuite à son règlement pacifique.

Pour empêcher cette guerre, il aurait fallu soit établir en temps utile une organisation juridique de l'Europe assez complète pour empêcher l'écllosion même des antithèses dangereuses, la formation de groupements de puissances hostiles l'un à l'autre ; ou bien, à défaut de cette méthode sûre, il aurait au moins fallu conclure des traités d'arbitrage qui auraient permis de soumettre les différends à des instances impartiales, de gagner du temps et de négocier avant que les passions surchauffées s'opposassent aux ententes qui auraient satisfait les intérêts opposés.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE EST PSYCHOLOGIQUEMENT IMPOSSIBLE DÈS QUE CELLE-CI A ÉCLATÉ ; ELLE NE PEUT REUSSIR QU'À CONDITION D'AGIR D'AVANCE, DE BATIR EN TEMPS DE PAIX L'ÉDIFICE JURIDIQUE DANS LEQUEL LA GUERRE N'A POINT DROIT DE CITÉ.

Le rôle futur de l'Internationale ouvrière n'est point de reprendre les utopies d'autrefois ; il ne faut point non plus se leurrer de l'espoir que la lutte des classes, par ses propres forces, est capable de remplacer, d'empêcher la lutte des peuples. Il faut que le mouvement socialiste aide les plans de l'organisation juridique du monde.

La paix du monde est un bien si beau et si délicat, la fin d'une évolution historique si compliquée, qu'il ne suffit point de quelques résolutions héroïques pour la conquérir. Il faut un travail lent et méthodique, dirigé d'après des recherches approfondies et impartiales. La science sociologique appliquée à la tactique des partis et de l'opinion résoudra ce problème et sauvera l'humanité d'un retour des horreurs de cette année maudite.

PROLES.

Les socialistes allemands et la guerre

Nous recevons des nouvelles de Stuttgart relatives à une grave crise qui a éclaté dans la social-démocratie wurtembergeoise. Une partie de la fraction et son organe, la « Tagwacht », se sont prononcés énergiquement contre la guerre. On a renvoyé, en conséquence, les rédacteurs du journal et les a remplacés par des partisans de la politique officielle du parti.

Mais de vastes meetings populaires ont protesté... Les masses ouvrières de l'Allemagne commencent à se réveiller.

P.

Editeur responsable et imprimeur : F. Ruedi.